



Communiqué de presse - Jeudi 19 novembre

Plan « justice climat » : un outil possible de sortie de crise ?

Le Plan « Justice Climat », élaboré à l'initiative de Jean-Louis Borloo, a été présenté lors de la réunion pré-Copenhague en début de semaine. En affirmant la justice et la solidarité comme priorités, il peut fournir un nouveau souffle aux négociations. Réaction de FNE.

Sébastien Genest, Président de FNE, déclare « *Sur la forme, ce plan est intéressant. Plutôt que de rester dans la file d'attente de Copenhague en râlant parce que les choses n'avancent pas assez vite, mieux vaut peut être tenter une autre voie. Mais s'agit-il d'un plan A ou d'un plan B ? Sauver Copenhague ou penser à la suite ?* ».

Il ajoute : « *Sur le fond, nous notons avec intérêt la priorité donnée au développement des pays les plus pauvres et à la réforme de la gouvernance des négociations climatiques. Reste que ce texte peut encore demeurer un morceau de papier : beaucoup de chemin reste à faire en peu de jours !* ».

La voix d'une nouvelle donne politique

Même s'il illustre autant qu'il les combat les failles des négociations actuelles, face à la morosité internationale ambiante, ce plan français est opportun. Sortir des sentiers battus pourrait permettre d'aller plus vite. Gaëlle Cognet, Chargée de mission Climat à l'International, commente : « *la restauration de la confiance dans les négociations internationales est au cœur de ce Projet : la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement en fait partie, mais elle doit être l'outil d'une véritable démocratie écologique, mettant côte à côte tous les Etats et les représentants de la société civile.* »

Les bases d'un financement solidaire

Pour FNE, Copenhague doit être l'expression de la solidarité internationale. Ce Plan le rappelle et en offre une concrétisation bienvenue. Il propose un fonds de financement des besoins des pays les plus vulnérables, spécifique et additionnel, chiffré à hauteur de 410 milliards d'euros sur vingt ans. Ces sommes seraient destinées à l'Afrique, aux Etats insulaires vulnérables et à neuf autres Pays les Moins Avancés (PMA) précisément identifiés. Elles répondraient à leurs besoins en matière énergétique, forestière, de lutte contre l'érosion et d'infrastructures.

« *Avancer des chiffres précis pour les pays les plus pauvres est une avancée bienvenue* », commente Arnaud Gossement : « *il ne s'agit cependant que d'une base de travail. Des précisions devront progressivement être apportées, que ce soit sur l'identification*

exacte des pays bénéficiaires (notamment insulaires), la réparation de l'enveloppe entre eux, ou le financement parallèle des besoins non couverts par ce fonds spécifique ».

Le Plan comporte des points incontestablement positifs, tels l'introduction d'une distinction parmi les pays émergents entre l'Inde et la Chine ou l'insertion de l'Afrique dans un projet d'avenir fondé sur l'essor des énergies renouvelables.

FNE considère ainsi ce plan comme un essai à transformer, au plus vite : la route d'ici un accord à Copenhague est encore longue, et le temps est compté.

[Présent à Copenhague pendant toute la durée du sommet, France Nature Environnement fera un retour quotidien sur les avancées ou les reculs des négociations. Découvrez notre site internet dédié au Sommet mondial sur le climat.](#)